

COMMISSION INTERNATIONALE
DE L'ENSEIGNEMENT MATHÉMATIQUE
(THE INTERNATIONAL COMMISSION
ON MATHEMATICAL INSTRUCTION)

MODIFICATIONS À L'ÉNONCÉ DE MANDAT DE LA CIEM

par Bernard R. HODGSON

Le Comité exécutif 2007–2009 de la Commission internationale de l'enseignement mathématique (CIEM/ICMI) s'était donné comme objectif de mener à terme, avant la fin de la période d'exercice de ses fonctions, les discussions avec le Comité exécutif de l'Union mathématique internationale (UMI) en vue d'amender l'Énoncé de mandat (*Terms of reference*) de la Commission.

En plus de définir le cadre légal de l'existence même de la CIEM en tant qu'organisme relevant de l'UMI, ce document joue un rôle capital en fournissant un guide général pour le travail de la Commission et ses actions. Il est donc important de le réexaminer régulièrement afin de s'assurer qu'il reflète adéquatement l'évolution dans le fonctionnement et la gouvernance de la CIEM, de sorte que tous ceux qui sont en lien avec la Commission aient une vision claire de son champ d'action ainsi que de la répartition tant des droits que des responsabilités parmi les nombreux acteurs contribuant à sa mission.

Les échanges avec l'UMI se sont déroulés avec intensité au cours des derniers mois de 2009, permettant ainsi aux deux Exécutifs d'adopter formellement une nouvelle description de mandat le 31 décembre 2009.

Cette nouvelle version est la septième depuis 1952, année où la CIEM est devenue une commission de l'UMI lors de la création de cette dernière — on trouvera les diverses versions ayant eu cours au fil des ans sur le cybersite de la CIEM, sous l'url www.mathunion.org/icmi/about-icmi/icmi-as-an-organisation/terms-of-reference/. Les dernières modifications substantielles à l'Énoncé de mandat de la CIEM avaient été introduites en 2002 (voir *L'Enseignement Mathématique* (2) 50 (2004), 187–190), alors que le concept de composition de la Commission avait été rendu

conforme aux statuts de l'UMI (les membres de l'UMI étant des pays) et que les notions d'Assemblée générale et de Groupe d'étude affilié à la CIEM avaient été introduites dans l'Énoncé — ces deux notions faisaient déjà partie des us et coutumes de la CIEM, mais sans avoir été définies formellement. L'amendement adopté en 2007 visait à rendre le texte en harmonie avec la nouvelle procédure d'élection du Comité exécutif de la CIEM adoptée en août 2006 par l'Assemblée générale de l'UMI, en plus de restreindre à un seul le nombre de mandats au poste de président, tout comme cela est l'usage pour l'UMI (voir *L'Enseignement Mathématique* (2) 54 (2008), 191–197).

La mouture 2009 se veut une révision en profondeur de l'Énoncé de mandat de la CIEM, principalement par l'introduction de changements visant à mieux refléter la réalité de la gouvernance de la CIEM. D'autres modifications cherchent par ailleurs à clarifier tant la formulation de certaines clauses du mandat que la structure même de l'Énoncé en tant que document. Ainsi, l'Énoncé de mandat a été séparé en deux parties, la première restant de la compétence du Comité exécutif de l'UMI tandis que la seconde est du seul ressort de l'Exécutif de la CIEM.

Sans énumérer tous ces changements ici, il convient sans doute d'en faire ressortir quelques-uns. Ainsi,

- le dernier paragraphe de la clause 2 vise à refléter l'importance de l'Assemblée générale de la CIEM, instance centrale de la Commission et maintenant responsable de l'élection du Comité exécutif de la CIEM;
- la clause 3, définissant justement cette Assemblée générale, stipule entre autres que les seuls membres de l'Assemblée ayant droit de vote sont les représentants des pays membres en bonne et due forme de l'UMI (*Full members of IMU*) — en particulier, les membres du Comité exécutif n'ont pas droit de vote à l'Assemblée;
- le principe de cooptation au Comité exécutif a été conservé, mais pour une seule personne et seulement de manière exceptionnelle (clause 4c);
- la durée du mandat des représentants des pays membres est restreinte à deux périodes consécutives (clause 6) — cette modification reprend une résolution adoptée en 1990 lors de l'Assemblée générale de l'UMI tenue à Kobe (Japon);
- la clause 9 introduit une nouvelle notion importante, celle d'*organisation affiliée*, la notion actuelle de *groupe d'étude affilié* en devenant un cas de figure.

Dans ce dernier cas, cet élargissement de la notion d'affiliation à la CIEM permet donc à la Commission d'avoir des liens étroits non seulement avec des groupes œuvrant dans un champ d'intérêt spécifique, comme cela était déjà le cas depuis plus de trente ans avec les cinq groupes d'étude affiliés, mais aussi avec des organisations multinationales dont la mission concerne l'enseignement et l'apprentissage des mathématiques, visant ainsi à faciliter et renforcer les efforts de la CIEM en vue de la mise en place de collaborations et d'échanges internationaux en éducation mathématique. Au moment d'adopter la nouvelle version de l'Énoncé de mandat, des contacts avaient déjà été établis avec trois organisations multinationales, permettant ainsi de confirmer rapidement l'affiliation à la CIEM du *Comité interaméricain d'éducation mathématique* (*Comité Interamericano de Educación Matemática* — CIAEM, 2009), de la *Commission internationale pour l'étude et l'amélioration de l'enseignement des mathématiques* (CIEAEM, 2010) et de l'*European Society for Research in Mathematics Education* (ERME, 2010).

Par cette nouvelle formulation du mandat de la CIEM, les comités exécutifs de l'UMI et de la CIEM souhaitent mettre à la disposition de toutes les personnes intéressées un outil utile et productif tant pour la Commission que pour la communauté qu'elle dessert.

TERMS OF REFERENCE
 OF THE INTERNATIONAL COMMISSION ON MATHEMATICAL INSTRUCTION (ICMI),
 A COMMISSION OF THE INTERNATIONAL MATHEMATICAL UNION (IMU)
*(adopted by the IMU Executive Committee by an electronic vote
 on December 31, 2009)*

1. ICMI shall be charged with the conduct of the activities of IMU bearing on mathematical or scientific education, and shall take the initiative in inaugurating appropriate programmes designed to further the sound development of mathematical education at all levels, and to secure public appreciation of its importance. In the pursuit of this objective, ICMI shall cooperate, to the extent it considers desirable, with groups, international, regional, topical or otherwise, formed within or outside its own structure.
2. The Members of ICMI consist of
 - a. those countries which are Members of IMU, and
 - b. other countries which are co-opted, as specified in (8) below.

The term “country” is to be understood as described in the Statutes of IMU. Non-attendance by a country at two consecutive meetings of the ICMI General Assembly, as described under (3) below, shall lead to an investigation by the ICMI Executive Committee into the appropriateness of continued membership, such action to be undertaken in conjunction with IMU.
3. The General Assembly of ICMI consists of
 - a. the members of the Executive Committee, as specified in (4) below, and
 - b. the representative of each member country of ICMI, as described in (6) below, or a substitute duly certified to the Secretary-General of ICMI.

The General Assembly of ICMI shall normally meet once in every four years, on the occasion of the International Congress on Mathematical Education (ICME). Only the representatives of countries that are Full Members of IMU have voting rights. No person shall represent more than one country at the General Assembly. ICMI Affiliate Organizations, as described in (9) below, have the right to participate in the ICMI General Assembly, but shall have no voting rights.
4. The Executive Committee (EC) of ICMI consists of the following members.
 - a. *Elected by the ICMI General Assembly*: Nine members, including the four officers, namely, the President, the two Vice-Presidents, and the Secretary-General. The President shall serve for one, non-renewable, term.
 - b. *Ex-officio members*: The immediate Past President of ICMI, the President and the Secretary of IMU. The IMU President and Secretary may delegate their ICMI responsibilities to up to two other IMU EC members, the ICMI liaison persons.
 - c. *Co-opted member*: In order to compensate for missing coverage or representation, the ICMI Executive Committee may exceptionally co-opt one additional member, in consultation with the IMU Executive Committee.

Decisions of the ICMI Executive Committee are generally taken by consensus. In instances where a vote is required, all members of the Committee, including ex-officio members and the co-opted member, if any, shall have the right to vote. The election of the ICMI Executive Committee, including the formation of the ICMI Nominating Committee, is carried out according to the most recent version of the procedures for election, as adopted by the IMU General Assembly.

5. In all other respects, ICMI shall make its own decisions as to its internal organization and rules of procedure.
6. Each member country of ICMI shall appoint a representative to ICMI. This appointment is the responsibility of the IMU Adhering Organization, for those countries which are Full or Associate Members of IMU, and of the ICMI Adhering Organization, for the other countries co-opted under item (8) below. A representative should normally not serve for more than two consecutive four-year terms.
7. Any Adhering Organization wishing to support or encourage the work of ICMI may create or recognize, in agreement with its Committee for Mathematics in the case of a Full or Associate Member of IMU, a Sub-Commission for ICMI to maintain liaison with ICMI in all matters pertinent to its affairs. The representative to ICMI should be a member of the said Sub-Commission, if created.
8. ICMI may, with the approval of the Executive Committee of IMU, co-opt as Members of ICMI countries that are not Members of IMU, on an individual basis. Each such co-opted Member shall identify an Adhering Organization to ICMI. As soon as a country has been elected Associate Member of IMU, it automatically becomes a co-opted Member of ICMI.
9. ICMI may approve, through its Executive Committee, the affiliation to ICMI of multi-national organizations that operate in ways consistent with its aims and values. ICMI and the Affiliate Organizations are independent, financially and otherwise. Affiliate Organizations shall produce quadrennial reports to be presented at the General Assembly of ICMI, and a brief annual report on their activities for the ICMI Bulletin. Affiliation may be terminated by decision of the ICMI Executive Committee, or by request of the Affiliate Organization.
10. The budgetary requests of ICMI shall be submitted to the General Assembly of IMU at such times as may be determined by agreement between the Executive Committees of IMU and ICMI.
11. ICMI shall file an annual financial report with the Executive Committee of IMU, and shall file a quadrennial report at each regular meeting of the General Assembly of IMU.
12. ICMI shall file an annual report of its activities with the Executive Committee of IMU, and shall file a quadrennial report at each regular meeting of the General Assembly of IMU.
13. At each regular meeting of the General Assembly of ICMI, the ICMI Executive Committee shall file a quadrennial report of ICMI's financial situation and of its activities.

GUIDELINES FOR THE ICMI TERMS OF REFERENCE
*(adopted by the ICMI Executive Committee by an electronic vote
on December 31, 2009)*

- ad 4:* According to the clause of the ICMI procedures for election concerning changes in these procedures, the structure and formation of the ICMI Nominating Committee form part of the Terms of Reference of ICMI and are thus under the jurisdiction of the IMU General Assembly, while the election procedures themselves are part of the operating rules of ICMI, and, as such, are under the jurisdiction of the ICMI General Assembly.
- ad 6:* The limit of two consecutive terms for representatives to ICMI follows from the resolution adopted at the IMU General Assembly held in 1990 in Kobe, Japan.
- ad 9:* Affiliation of organizations to ICMI is approved for the purpose of facilitating jointly sponsored activities and jointly pursuing the objectives of ICMI. These organizations may be: study groups focussing on a specific field of interest and study in mathematics education; multi-national mathematical education societies; or multi-national societies, mathematical or otherwise, which have a formal mathematical education subgroup. Affiliate Organizations have the right to submit proposals for joint activities to the General Assembly or to the Executive Committee of ICMI.
ICMI shall look for ways to keep close relations with the Affiliate Organizations and ways to support and enhance mathematical education activities in their regions and fields of interest. ICMI shall cooperate, to the extent possible, with the work of the Affiliate Organizations, for example by regularly publishing, when requested, information on their activities in the ICMI communications channels such as the ICMI Bulletin, ICMI News and on their web page within the ICMI website. Affiliate Organizations shall be consulted by ICMI on all relevant ICMI activities.
In addition to producing annual and quadrennial reports, Affiliate Organizations shall inform ICMI of specific activities where appropriate.

(Reçu le 9 novembre 2010)

Bernard R. Hodgson

Ancien secrétaire général de la CIEM (1999–2009)
Département de mathématiques et de statistique
Université Laval
Québec G1K 7P4
Canada
e-mail: bhodgson@mat.ulaval.ca